

## Burundi : 20 morts dans une attaque rebelle dans l'ouest, selon le gouvernement

Arrib News, le 23/12/2023 à 14h00 Source AFP Vingt personnes, dont 19 civils, ont été tuées dans l'ouest du Burundi, a annoncé samedi le gouvernement, dans une attaque revendiquée par le groupe rebelle RED-Tabara qui a, lui, affirmé avoir tué dix membres des forces de sécurité. L'attaque a été menée vendredi soir dans la localité de Vugizo, située à une vingtaine de kilomètres de la capitale économique Bujumbura et frontalière de la République démocratique du Congo (RDC), pays où se trouve la base arrière de RED-Tabara (Résistance pour un Etat de Droit au Burundi), principal groupe armé combattant le régime dirigé par Evariste Ndayishimiye.

Dans un communiqué, le gouvernement affirme que cette "attaque lâche" a délibérément visé les civils, tuant un total de 20 personnes, dont "12 enfants, parmi lesquels cinq de moins de cinq ans ; trois femmes dont deux enceintes ; et cinq hommes dont un des policiers qui intervenaient pour secourir les civils". Neuf autres ont été blessés et hospitalisés, ajoute le gouvernement, condamnant un "acte terroriste, ignoble et barbare". Le groupe RED-Tabara a affirmé que ses "combattants (...) basés au Burundi ont attaqué le poste-frontière de Vugizo" et que "9 militaires et 1 policier ont été tués", dans un message sur "X" (ex-Twitter). Deux sources militaires et sécuritaires ont déclaré à l'AFP que l'attaque avait visé une "position militaire". "Des civils ont été pris entre deux feux et ont été tués, puis les assaillants sont repliés en RDC", a expliqué à l'AFP un haut gradé de l'armée, qui a requis l'anonymat, confirmant un bilan de 20 tués. Reprise Il s'agit de la deuxième action menée en moins de deux semaines par ces rebelles sur le sol burundais, où ils n'avaient plus été actifs depuis des attaques menées en septembre 2021, dont l'une avait visé l'aéroport de Bujumbura. Le 11 décembre, ils avaient fait état d'affrontements avec des militaires dans le nord-ouest du Burundi. "Le mouvement RED-Tabara promet de poursuivre ses opérations dans tout le pays", avaient-ils écrit sur "X". Depuis fin 2021, leurs combats se concentraient dans la province du Sud-Kivu, en RDC, où des forces burundaises ont été envoyées pour les traquer, selon des sources congolaises et burundaises. Les autorités de Kinshasa et Gitega ont toujours nié cette présence. Dans un rapport publié en juillet, l'ONG Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB) a affirmé que des centaines de militaires et de miliciens burundais ont été envoyés secrètement dès décembre 2021 dans l'est de la RDC. Un millier de soldats ont par ailleurs été officiellement déployés au Nord-Kivu dans le cadre d'une force de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) mise en place à partir de novembre 2022. Ils se sont retirés le 11 décembre, après le non-renouvellement de la mission de cette force régionale. Créé en 2011 et disposant d'effectifs estimés à entre 500 et 800 hommes, RED-Tabara est accusé d'être responsable de la plupart des attaques meurtrières et embuscades au Burundi depuis 2015. Arrivé au pouvoir en juin 2020 après le décès soudain de Pierre Nkurunziza, le président Evariste Ndayishimiye s'est dit à plusieurs reprises prêt à "dialoguer" avec les groupes rebelles, notamment RED-Tabara et les Forces nationales de libération (FNL). RED-Tabara a rejeté cette invitation, rappelant notamment dans un communiqué le 13 novembre qu'il posait comme préalable "la négociation des conditions d'organisation d'élections démocratiques, libres, inclusives et transparentes".